

# Étude des crédits

2022-2023

Conseil du statut de la femme

3 mai 2022



ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023  
CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023 - CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

### TABLE DES MATIÈRES

#	Sujet de la question
1	Voyages hors Québec
2	Voyage en avion ou en hélicoptère au Québec
3	Dépenses en publicité, articles promotionnels et commandites
4	Dépenses pour l'organisation de conférences de presse, événements médiatiques, ou autres événements
5	Dépenses en formation de communication
6	Contrats octroyés par un organisme
7	Appels d'offres publics de l'organisme
8	Consultants externes intégrés ou œuvrant au sein de l'organisme
9	Projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000\$
10	Dépenses de bureau et de frais de déplacement + congrès et formation
11	Dépenses reliées à la téléphonie
12	Effectifs de l'organisme
13	Nombre de départs à la retraite et de remplacements effectués
14	Baux pour les espaces occupés par l'organisme
15	Actifs immobiliers excédentaire
16	Coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués pour l'organisme
17	Personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres
18	Budget discrétionnaire de l'organisme
19	Personnel hors structure
20	Personnel en disponibilité
21	Occasionnels mis à pied
22	Personnel rémunéré par l'organisme et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres
23	Abonnements
24	Achat de billets de saison, billets chambre de commerce, réservation de loges et frais de club privé
25	Information relative aux sites internet
26	Dépenses pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles
27	Mandats confiés aux adjoints parlementaires
28	Entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies
29	Crédits périmés et gel de crédits pour chaque organisme
30	Revenus autonomes et tarification
31	Plan de réduction des dépenses de fonctionnement
32	Sommes reçues du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement
33	Primes au rendement et des bonis
34	Primes au rendement et bonis - cabinet ministériel
35	Primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat
36	Montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire
37	Cadres, dirigeants de la fonction publique, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée
38	Reconduction des programmes existants
39	Initiative ou majoration des programmes existants
40	Dépenses en informatique
41	Masse salariale et indemnités de retraite
42	Taux d'absentéisme
43	Cotisation à une association professionnelle
44	Sondages
45	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet
46	Achats crédits carbone
47	Transfert d'emplois gouvernementaux en région
48	Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse (CSDEPJ)
49	Protection des renseignements personnels
50	Occupation et vitalité des territoires 2018-2023
51	Mesures de télétravail/travail à distance
52	Coût matériel télétravail
53	Employés absents COVID-19
54	Somme dépensée en soutien employés santé mentale
55	Entretien ménager et désinfection des locaux
56	Coût mesures CNEST
57	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats
58	Demandes d'accès à l'information
59	Liste des personnes et le mandat des comités formés par l'organisme
60	Rémunération des stages
61	Dépenses supplémentaires COVID-19
62	Dépenses implantation nouveau régime de dotation
63	Amendes perçues - 5 dernières années

**Étude des crédits 2022-2023**  
**Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif**

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR1	PLQ-4	Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée. Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.	Répondue par la réponse à la question 3
NR2	PLQ-7 PO-6	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Répondue par la réponse à la question 5
NR3	PLQ-12	Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet ; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ; d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ; e) les plus récentes évaluations du coût du projet ; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ; F9g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère ; l) la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.	Répondue par la réponse à la question 9
NR4	PO-17	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2022 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Répondue par la réponse à la question 13a
NR5	PLQ-19	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Répondue par la réponse à la question 15
NR6	PLQ-21 PO-19	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2021-2022, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Répondue par la réponse à la question 16
NR7	PLQ-27 PO-25	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	Répondue par la réponse à la question 12p
NR8	PLQ-28 PO-26	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, par mission.	Répondue par la réponse à la question 12i
NR9	PLQ-31	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2021-2022, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégorie.	Répondue par la réponse à la question 23
NR10	PLQ-34 PO-31	Nominations, pour 2021-2022, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.	Répondue par la réponse à la question 6
NR11	PLQ-116	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.	Répondue par la réponse à la question 48
NR12	PLQ-121	Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2021-2022.	Répondue par la réponse à la question 21
NR13	PLQ-122	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Répondue par la réponse à la question 6
NR14	PLQ-123	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Répondue par la réponse à la question 6
NR15	PLQ-124	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) Liste des contrats; b) Nom du fournisseur; c) Montant déboursé.	Répondue par la réponse à la question 6
NR16	PLQ-128	Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 : a) Total des dépenses réalisées; b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.); c) Liste des fournisseurs retenus; d) Coûts d'installation; e) Liste des contrats accordés et montants déboursés; f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif.	Répondue par la réponse à la question 6
NR17	PO-10	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2021-2022, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Répondue par la réponse à la question 6
NR18	OS-1	Nombre de postes ouverts pour les années financières 2021-2022 et 2022-2023 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Répondue par la réponse à la question 12l
NR19	OS-7	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Répondue par la réponse à la question 6
NR20	OS-9	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 54
NR21	OS-12	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 14
NR22	PLQ-38 PO-36	La liste des ententes et leur nature, signées en 2021-2022 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Répondue par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes
NR23	PLQ-48 PO-45	Pour 2021-2022, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Répondue par le ministère du Conseil exécutif
NR24	PLQ-51 PO-50	Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR25	PLQ-52 PO-51	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR26	PLQ-53 PO-52	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par le ministère des Transports
NR27	PLQ-54 PO-53	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par le ministère des Transports
NR28	PLQ-55	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR29	PLQ-56 PO-55	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.	Répondue par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles pour tous les ministères et organismes
NR30	PLQ-57 PO-56	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR31	PLQ-58 PO-57	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Répondue par le ministère de la Justice
NR32	PLQ-71	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2021-2022.	Répondue par le Secrétariat à la jeunesse

**Étude des crédits 2022-2023**  
**Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif**

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR33	PLQ-72	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR34	PLQ-73	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR35	PLQ-75	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC).	Répondue par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR36	PLQ-76	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre l'application du rapport « Le racisme au Québec, tolérance zéro » du Groupe d'action contre le racisme.	Répondue par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme
NR37	PLQ-77	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2021-2022.	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
NR38	PLQ-79	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2021-2022.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications
NR39	PLQ-80	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR40	PLQ-81	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR41	PLQ-82	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR42	PLQ-83	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR43	PLQ-84	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR44	PLQ-85	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR45	PLQ-86	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
NR46	PLQ-87	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023.	Répondue par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR47	PLQ-88	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.	Répondue par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR48	PLQ-89	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR49	PLQ-91	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR50	PLQ-92	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR51	PLQ-93	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Politique bioalimentaire 2018-2025.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR52	PLQ-94	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR53	PLQ-95	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR54	PLQ-96	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR55	PLQ-97	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat - Oser entreprendre 2017-2022.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR56	PLQ-98	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR57	PLQ-99	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR58	PLQ-100	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR59	PLQ-101	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR60	PLQ-102	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.	Répondue par le ministère des Transports
NR61	PLQ-103	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR62	PLQ-104	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.	Répondue par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
NR63	PLQ-105	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie
NR64	PLQ-106	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR65	PLQ-107	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR66	PLQ-108	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR67	PLQ-109	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.	Répondue par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
NR68	PLQ-114	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR69	PLQ-115	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR70	PLQ-117	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR71	PLQ-118	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine

**Étude des crédits 2022-2023**  
**Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif**

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR72	PLQ-120	Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2021-2022 et le montant des primes qui n'ont toujours pas été versées.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR73	PQ-9	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR74	PQ-54	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR75	OS-3	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant : a) nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Répondue par le ministère des Transports
NR76	OS-4	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR77	OS-5	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC. ou le montant des contrats octroyés.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR78	OS-6	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR79	OS-13	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées au cours de la présente législature.	Répondue par le ministère de la Justice
NR80	PLQ-15h PQ-16g	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR81	PLQ-62	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2021-2022 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR82	PLQ-64	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR83	PLQ-65	Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les participants ; d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR84	PLQ-69	Tout portrait de l'empreinte carbone du ministère ou l'organisme réalisé en 2021-2022.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR85	PLQ-110	Toutes action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la conciliation travail-famille.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR86	PLQ-111	Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS)	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR87	PLQ-112	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de l'électrification des transports.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR88	PLQ-113	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR89	PLQ-130	Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou , en lien avec la pandémie de la COVID-19.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR90	PLQ-132	Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en lien avec la pandémie de COVID-19. (Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public)	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR91	PLQ-133	Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2021-2022.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR92	PQ-47	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR93	PQ-58	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2021-2022, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).]	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

Question **1**

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2021-2022 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
  - les détails de ces ententes;
  - les résultats obtenus à ce jour;
- H les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts;
- k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions ;
- l) le montant dépensé pour l'achat de crédit carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage.

Réponse :

Aucun déplacement hors Québec au cours de cette période.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18).

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>

En ce qui concerne la sous-question l), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 46

Question **2**

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2021-2022:

- a) les raisons du déplacement
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Réponse :

La présidente du Conseil du statut de la femme n'a effectué aucun voyage en avion ou en hélicoptère au Québec au cours de cette période.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, par. 17).

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>

<p>Question <b>3</b></p>	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :</p> <p>a) la ventilation des sommes dépensées pour 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023;</p> <p>b) les noms des firmes de publicité retenues;</p> <p>c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</p> <p>d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;</p> <p>e) le but visé par chaque dépense;</p> <p>f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;</p> <p>g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.</p>
--------------------------	--

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 par. 22 et 23**).

<https://csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Pour les contrats de 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Question 4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le cabinet ministériel:

- a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.

Par le ministère ou l'organisme :

- d) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Réponse :

Aucune dépense pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements en 2021-2022.

Question **5**

La liste des dépenses en formation de communication :  
 Organisée par le ministère ou l'organisme :  
 a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;  
 b) le but recherché par chaque dépense;  
 c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;  
 Organisée par un professionnel ou une firme externe :  
 d) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023;  
 e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;  
 f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);  
 g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;  
 h) le but visé par chaque dépense;  
 i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Réponse :

**Formations organisées par une firme externe ou une professionnelle ou un professionnel**

FOURNISSEURS	BUT VISÉ	FORMATION	COÛT	MODE D'OCTROI
Université Laval – Académie de transformation numérique	Accessibilité web	1 personne	450 \$	Contrat négocié
Penser autrement : développer sa posture créative	FACTRY École des sciences de la créativité	1 personne	550 \$	Contrat négocié

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 par. 22 et 23).

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2022-2023

Question 6

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2021-2022, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Réponse :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	DÉPENSE	MODE D'OCTROI
Anctil, Gabrielle	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	1 280 \$	Contrat négocié
Article 79 inc.	Services de veille parlementaire	5 000 \$	3 750 \$	Contrat négocié
Atlas & Axis	Réalisation de travaux de conception et de production graphiques pour le Conseil du statut de la femme	7 225 \$	2 210 \$	Contrat négocié
Beha, Claire-Marine	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	2 000 \$	Contrat négocié
Bergeron, Mickaël	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	1 440 \$	Contrat négocié
Bla bla rédaction	Révision linguistique de différents documents	14 006 \$	3 325 \$	Contrat négocié
Bleu Outremer	Amélioration de l'outil de recherche pour les publications et autres corrections du moteur de recherche sur le site Web du Conseil	4 095 \$	2 415 \$	Contrat négocié
Bourdillon, Rémy	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	592 \$	Contrat négocié
Calla, Cécile	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	1 920 \$	Contrat négocié
Chuck & Co	Accompagnement dans une réflexion sur l'organisation de l'information, notamment la gestion électronique des documents dans le contexte de déploiement d'Office 365	9 800 \$	9 800 \$	Contrat négocié

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2022-2023

Question **6**

Suite

Réponse :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	DÉPENSE	MODE D'OCTROI
Chuck & Co	Soutenir l'équipe de projet du Conseil dans la mise en œuvre du plan d'action visant l'intégration de la gestion documentaire dans l'outil SharePoint d'Office 365	7 000 \$	1 400 \$	Contrat négocié
Clermont Dion, Léa	Rédaction de chroniques ou de textes de fiction en lien avec l'actualité féministe pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 400 \$	400 \$	Contrat négocié
Cluzel, Clémence	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	1 280 \$	Contrat négocié
Consultant GLG	Travaux d'intégration et de programmation Web	105 000 \$	35 259 \$	Contrat négocié
Demers, Lemay, Miriane	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	1 200 \$	Contrat négocié
Dussault, Andrée-Marie	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	640 \$	Contrat négocié
Fleuri, Johann	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	1 920 \$	Contrat négocié
Gill, Marie-Andrée	Rédaction de chroniques ou de textes de fiction en lien avec l'actualité féministe pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 400 \$	400 \$	Contrat négocié
Girardo, Clément	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	720 \$	Contrat négocié
Guerro Dufour, Emma	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	720 \$	Contrat négocié
Henriquez, Rose Carine	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	1 280 \$	Contrat négocié
I.C.I. Influence communications	Production de la revue de presse écrite		7 192 \$	Contrat négocié
I.C.I. Influence communications	Veille des médias électroniques		3 951 \$	Contrat négocié
Langevin, Louise	Fournir une expertise sur le projet de loi n° 2, <i>Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil</i>	15 175 \$	7 612 \$	Contrat négocié

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2022-2023

Question **6**

Suite

Réponse :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	DÉPENSE	MODE D'OCTROI
Langevin, Louise	Fournir une expertise dans le cadre de la réflexion portant sur la réforme des services de garde et l'hostilité en ligne	17 600 \$	9 100 \$	Contrat négocié
Legault, Marie-Hélène	Produire une analyse de coûts comparative dans le cadre de l'étude sur l'accessibilité des produits d'hygiène féminine gratuits au Québec	20 000 \$	5 500 \$	Contrat négocié
Léger Marketing	Sondage auprès des organismes et groupes de femmes – incluant guide d'animation et rapport d'analyse.	23 100 \$	19 900 \$	Contrat négocié
Léger Marketing	Réalisation d'entrevues individuelles avec des collaborateurs et collaboratrices de <i>La Gazette des femmes</i> et rédaction d'un rapport d'analyse	8 100 \$	7 575 \$	Contrat négocié
Mappin-Kasirer, Antonia	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	720 \$	Contrat négocié
Mercier, Hélène	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	1 920 \$	Contrat négocié
MF Fois 2 inc.	Conception et production de 5 épisodes de balado (appelée « La série »)	35 420 \$	21 252 \$	Contrat négocié
Moisan, Mylène	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	640 \$	Contrat négocié
Morin, Nadia	Illustration d'éditions mensuelles pour la <i>Gazette des femmes</i>	4 200 \$	3 850 \$	Contrat négocié
Myre, Sabrina	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	1 920 \$	Contrat négocié
Nantel, Mélina	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	2 640 \$	Contrat négocié
Navarro, Pascale	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	1 360 \$	Contrat négocié
Oneland Média	Conception et réalisation graphique de publications imprimées et électroniques du Conseil du statut de la femme	8 075 \$	850 \$	Contrat négocié
Pellenec, Morgane	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	720 \$	Contrat négocié

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2022-2023

Question **6**

Suite

Réponse :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	DÉPENSE	MODE D'OCTROI
Pop, Culture + numérique inc.	Gestion de la campagne publicitaire de la série de balados « Cousines »	4 805 \$	4 805 \$	Contrat négocié
Posca, Julia	Rédaction de chroniques ou de textes de fiction en lien avec l'actualité féministe pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 400 \$	400 \$	Contrat négocié
Ramirez, Loïc	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	640 \$	Contrat négocié
Rhau, Marie Dorothy	Rédaction de chroniques ou de textes de fiction en lien avec l'actualité féministe pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 400 \$	400 \$	Contrat négocié
Rivard-Boudreau, Émélie	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	640 \$	Contrat négocié
Savoie, David	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	640 \$	Contrat négocié
Sénécal, Patrice	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	720 \$	Contrat négocié
Souffrant, Kharoll-Ann	Rédaction de chroniques ou de textes de fiction en lien avec l'actualité féministe pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 400 \$	400 \$	Contrat négocié
Syn-Texte	Révision linguistique de différents documents	8 010 \$	2 857 \$	Contrat négocié
Tanguay, Monique	Révision linguistique de différents documents	6 000 \$	375 \$	Contrat négocié
TechnoConseil inc.	Logiciel SharePoint (inonuagique)	4 942 \$	749 \$	Contrat négocié
Technologies Umbrella inc.	Services professionnels en technologie de l'information et de soutien technique en informatique dans le cadre des opérations (2018-09-01 au 2022-03-31)	104 320 \$	17 800 \$	Contrat négocié
Technologies Umbrella inc.	Services professionnels en technologie de l'information et de soutien technique en informatique auprès du responsable des ressources informationnelles	32 000 \$	16 620 \$	Contrat négocié
Technologies Umbrella inc.	Projet de déploiement de Microsoft 365 Business Premium et accompagnement des utilisateurs et utilisatrices	23 360 \$	4 940 \$	Contrat négocié
Veeam Cloud	Services de sauvegarde de données en ligne	6 000 \$	3 503 \$	Contrat négocié

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2022-2023

Question **6**

Suite

Réponse :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	DÉPENSE	MODE D'OCTROI
Van Dam, Eva Julia	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	1 360 \$	Contrat négocié
Vouaux, Anne	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	1 360 \$	Contrat négocié
Voyer Design	Conception et réalisation graphique de publications imprimées et électroniques du Conseil du statut de la femme	6 000 \$	1 920 \$	Contrat négocié
Zaccour, Suzanne	Rédaction de chroniques ou de textes de fiction en lien avec l'actualité féministe pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 400 \$	400 \$	Contrat négocié
Zouaoui, Nadia	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 880 \$	1 360 \$	Contrat négocié

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Question **7**

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a pas réalisé d'appels d'offres publics au cours de cette période.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: [www.seao.ca](http://www.seao.ca).

Question 8

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022:

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Réponse :

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Question **35**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Réponse :

Aucune prime de départ n'a été versée.

Question 9

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'année financière 2021-2022, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a initié aucun projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques répondant aux critères définis dans les *Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles* au cours de cette période.

De l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est également disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2022-2023

Question 10

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2021-2022 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau; l'ameublement;
- c) la décoration et l'embellissement; le distributeur d'eau de source;
- d) le remboursement des frais de transport;
- e) le remboursement des frais d'hébergement; le remboursement des frais de repas;
- f) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- g) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - I. au Québec;
  - II. à l'extérieur du Québec.

Réponse :

	Nature de la dépenses	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Jan	Fév	TOTAL
a	Photocopie	124 \$	170 \$	99 \$	149 \$	88 \$	150 \$	137 \$	167 \$	196 \$	110 \$	\$	1 390 \$
b.	Mobilier de bureau <sup>1</sup>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 \$
c.	Décoration et embellissement, le distributeur d'eau de source	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 \$
d.	Remboursement des frais de transport	0	0	0	0	0	12 \$	4 \$	127 \$	0	0	0	143 \$
e.	Remboursement des frais d'hébergement; le remboursement des frais de repas	0	0	0	0	0	0	0	18 \$	83 \$	0	0	101 \$
f.	Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0	0	0	0	0	0 \$	0	0	0	0	0	0 \$
g.-1	Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement au Québec	0	1 080 \$	30 \$	1 679 \$	0	5 120 \$	3 336 \$	150 \$	0	0	695 \$	12 090 \$
g.-2	À l'extérieur du Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 \$

<sup>1</sup> On entend par mobilier de bureau, tout mobilier dont la valeur d'acquisition est supérieure à 1 000 \$ par unité, constituant ainsi un bien amortissable.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2022-2023

Question **11**

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2021-2022 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- c) les coûts d'acquisition des appareils;
- d) le coût d'utilisation des appareils;
- e) le coût des contrats téléphoniques;
- f) les noms des fournisseurs;
- g) le nombre de minutes utilisées;
- h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ;
- j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- k) le nombre d'ordinateurs portables, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

Réponse :

<b>c.</b>	Coûts d'acquisition des appareils	0 \$
<b>d.</b>	Coût d'utilisation des appareils	0 \$
<b>e.</b>	Coût des contrats téléphoniques	1 032 \$
<b>f.</b>	Coût des frais d'itinérance	0 \$
<b>i.</b>	Coût lié aux dépassements des forfaits de données	0 \$
<b>j.</b>	Coûts de résiliation, s'il y a lieu	0 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 25) :

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Question 12

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2022-2023 (par établissement pour les réseaux de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation) :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) ;
- h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- l) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
- m) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- n) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- o) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- p) le nombre de postes abolis ventilés par corps d'emploi, pour 2021-2022;
- q) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- r) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilés par région

Réponse :

**Note :** Veuillez prendre note que les réponses à cette question concernant l'effectif du Conseil considèrent l'ensemble du personnel visé par la Loi sur la fonction publique, ce qui exclut les personnes titulaires d'un emploi supérieur, en l'occurrence la présidente du Conseil du statut de la femme.

**a et b) Nombre et répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**c) Nombre de jours de maladie pris par le personnel\***

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question **12**

Suite

Réponse :

**d) Nombre total et ventilation du nombre de jours de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée par catégorie d'emploi**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**e) Nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**f) Nombre total de jours de vacances pris par le personnel**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**g) Nombre de personnes ayant, dans leur réserve de jours de vacances, moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus et leur valeur estimée par catégorie d'emploi**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**h) Nombre et répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation**

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

**i) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et selon leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions)**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**j) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question **12**

Suite

Réponse :

**k) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**l) Nombre de postes par catégorie d'emploi et selon leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions)**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**m) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**n) Nombre d'employés permanents et temporaires**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**o) Nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**p) Nombre de postes abolis ventilé par corps d'emplois pour 2021-2022 et les cinq années précédentes**

Le Conseil du statut de la femme n'a aboli aucun poste en 2021-2022.

**q) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de loi 15 sur le contrôle des effectifs**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**r) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilés par région**

Nous avons 9 postes vacants – Capitale Nationale.

ETC non comblés : 10 ETC – Capitale Nationale

Question **13**

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2021-2022 et les prévisions pour l'année 2022-2023:

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2022-2023 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Réponse :

**a) Nombre de départs à la retraite**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines**

Aucun remplacement effectué au cours de cette période.

**c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2022**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats**

Aucune personne retraitée n'a été engagée au cours de cette période.

Question **14**

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2021-2022 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisés depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
- k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse;
- l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.

Réponse :

a.	Emplacement de la location	800, place D'Youville 3 <sup>e</sup> étage, Québec
b.	Superficie totale pour chaque local loué	1 080 m <sup>2</sup>
f.	Coût total de ladite location	329 587 \$
g.	Coûts d'aménagement et de rénovation	303 \$
h.	Durée du bail	Le bail se renouvelle annuellement
i.	Propriétaire de l'espace loué	Services de gestion MJA Locateur : Société québécoise des infrastructures

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, au coût total de ladite location et au propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, par. 27)* :

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

<p>Question <b>15</b></p>	<p>Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;</li><li>b) La valeur estimée de ceux-ci;</li><li>c) Les coûts d'entretien annuel;</li><li>d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.</li></ul>
---------------------------	---

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **16**

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2021-2022, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a effectué aucun travail lié au déménagement, à l'aménagement ou à la rénovation dans l'espace occupé par la haute direction au cours de cette période.

Question 17

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2021-2022, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2021-2022;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour 2021-2022;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

---

<p>Question <b>18</b></p>	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2021-2022 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;</li><li>b) la circonscription électorale;</li><li>c) le montant attribué;</li><li>d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.</li></ul>
---------------------------	---

---

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **19**

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
- g) les prévisions pour 2022-2023

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a aucun emploi hors structure.

Question **20**

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2022-2023.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **21**

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2021-2022, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2022-2023.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **22**

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Réponse :

Aucun membre du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics.

Question **23**

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2021-2022, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

Réponse :

FOURNISSEUR	COÛT	DESCRIPTION
Article 79	3750 \$	<i>Article 79</i>
Causette média SARL	102 \$	<i>La causette</i>
Centre justice et foi	40 \$	<i>Relations</i>
Communication Arts	85 \$	<i>Communications Arts</i>
Courrier international	102 \$	<i>Courrier international</i>
Le Devoir	213 \$	<i>Le Devoir</i>
Ebsco	88 \$	<i>Cahiers du genre</i>
Ebsco	144 \$	<i>Nouvelles questions féministes</i>
Érudit	134 \$	<i>Nouvelles pratiques sociales</i>
Harvard Business Publishing	201 \$	<i>Harvard Business Review</i>
Inanna Bookmark	75 \$	<i>Cahiers de la femme</i>
Ms. Magazine	37 \$	<i>Ms.</i>
Mishmash Média	60 \$	<i>L'actualité</i>
Pearltrees	20 \$	<i>Pearltrees</i>
Publications Mass-Media Inc.	2 225 \$	<i>Le Courrier parlementaire</i>
RIBG - MTESS	3 800 \$	<i>Réseau des bibliothèques gouvernementales / PortFolio</i>
Premières en affaires	23 \$	<i>Premières en affaires</i>

---

Question <b>24</b>	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
--------------------	--

---

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a acheté aucun billet de saison, n'a réservé aucune loge et n'a payé aucuns frais pour devenir membre d'un club privé au cours de cette période.

Question **25**

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.
- i) les noms de domaines réservés;
- j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

Réponse :

	SUJETS	DÉTAILS
a)	ADRESSE DU SITE INTERNET :	<a href="http://www.csf.gouv.qc.ca">www.csf.gouv.qc.ca</a>
b)	LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	Le site Web actuel du Conseil est en ligne depuis février 2010. Sa conception initiale a été assurée par la firme iXmédia (2009-2010).
c)	LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE	s.o.
d)	LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR	Ovh – SoYouStart Hébergement + C Panel <u>981,48 \$</u> (23 avril 2021)  Gravity form – “plugin” 331,49 \$ (29 janvier 2022)
e)	LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	BleuOutremer Corrections au moteur de recherche général du site <u>2 415 \$</u> (9 avril 2021)

	SUJETS	DÉTAILS
a)	ADRESSE DU SITE INTERNET :	<a href="http://www.gazettedesfemmes.ca">www.gazettedesfemmes.ca</a>
b)	LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	Marie-Jacques Rouleau, consultante en communications (2011)
c)	LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE	s.o.
d)	LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR	Les coûts d'hébergement sont intégrés aux coûts d'hébergement du site Web du Conseil (voir plus haut).
e)	LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	Aucun

Question **26**

Pour 2021-2022, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes et organismes rencontrés;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;

le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **27**

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2021-2022:

- a) le détail des mandats
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **28**

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **29**

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **30**

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2022-2023.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **31**

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2021-2022 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2021 pour 2022-2023.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**Renseignements généraux**

**Étude des crédits 2022-2023**

Question **32**

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 et 2023-2024, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a reçu aucun montant du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement au cours de cette période.

---

Question <b>33</b>	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
--------------------	---

---

Réponse :

Aucun boni ni aucune prime au rendement n'ont été versés.

Question **34**

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2021-2022 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme

Question **35**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Réponse :

Aucune prime de départ n'a été versée.

Question **36**

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2021-2022 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **37**

Pour 2021-2022, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

Aucun cadre ni dirigeant ne reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Question **38**

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2021-2022 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2022-2023. Pour chacun de ces programmes existants en 2021-2022, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2022-2023, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **39**

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **40**

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Réponse :

- a) Le Conseil du statut de la femme a estimé ses activités en ressources informationnelles à 473 000 \$ pour l'année 2021-2022.
- b) Les informations sont disponibles dans le tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).
- d) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
- e) Les informations relatives aux contrats sont disponibles dans le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : [www.seao.ca](http://www.seao.ca) ainsi qu'à la section des engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

La sous-question c) ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Question **41**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question **42**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022 le taux d'absentéisme, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **43**

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du Conseil des ministres, pour les années 2020-2021 et 2021-2022, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Réponse :

Aucun paiement à des associations professionnelles et aucun remboursement de cotisation à un membre du personnel.

Question **44**

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date ;
- b) La nature ;
- c) Les questions posées ;
- d) Les réponses ;
- e) La firme retenue ;
- f) Les coûts.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme a réalisé 2 sondages

Firme retenue	Coûts
<b>Léger Marketing</b>	19 900 \$
<b>Léger Marketing</b>	7 575 \$

Question **45**

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;  
 b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

Réponse :

- a) Aucune dépense réalisée dans les médias communautaires.  
 b) **88 %** des dépenses publicitaires ont été réalisées sur Internet et les médias sociaux :

Total publicité 21-22 = 9 229,73,17 + 16 701,48 = **25 931,21 \$**

Total publicité Internet et médias sociaux = **22 931,21 \$**

Pourcentage des dépenses Internet et médias sociaux :

**22 931,21 / 25 931,21 = 88 %**

Question **46**

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Réponse :

Aucun achat de crédit carbone pour le Conseil.

Question **47**

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région:  
a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2021-2022;  
b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2021-2022 en précisant la région d'origine et la région de destination;  
c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **48**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **49**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022.

Réponse :

La liste contrats octroyés par le Conseil du statut de la femme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022, s'il en est, est présentée en réponse à la question 6.

Question **50**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

Réponse :

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2021-2022 des ministères et organismes assujettis à la *Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires*.

Question **51**

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2021-2022, au sein du ministère ou de l'organisme:  
a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;  
b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021;  
c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **52**

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)

Réponse :

Sommes dépensées : 160,00 \$ (l'abonnement est résiliée depuis décembre 2021)

Abonnement Zoom	160,00 \$
<b>Total</b>	<b>160,00 \$</b>

Question **53**

Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **54**

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022:

- a) Les sommes dépensées;
- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE)
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Réponse :

Sommes dépensées a) et c) : 0 \$

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Question **55**

Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir :

- a) Le total des sommes dépensées;
- b) Le nom des fournisseurs retenus;
- c) La liste des contrats.

Réponse :

L'entretien ménager est inclus dans le bail de location des locaux occupés par le Conseil.

Question **56**

Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

Réponse :

Aucun frais, mesure ou visite de la CNESST.

Question **57**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme a octroyé le contrat suivant en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics au cours de cette période :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT ADDITIONNEL ACCORDÉ	MOTIF DE LA DEMANDE
Léger Marketing	Élaboration d'un guide d'animation en collaboration avec le Conseil du statut de la femme, de l'animation des groupes de femmes et de la rédaction d'un rapport d'analyse dans le cadre d'une démarche de planification stratégique pluriannuelle.	3 200\$	Besoins supplémentaires pour la réalisation des entrevues

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec [www.seao.ca](http://www.seao.ca), ainsi qu'à la section des engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Question **58**

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2020-2021 et en 2021-2022:

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

Réponse :

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2021-2022 des ministères et organismes.

Question **59**

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Réponse :

Aucun comité n'a été formé.

Question **60**

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectués;
- c) Rémunération totale déboursée.

Réponse :

Aucun stagiaire reçu en 2021-2022.

Question **61**

Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19, pour 2020 et 2021.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **62**

Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **63**

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023  
CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
1<sup>ER</sup> GROUPE D'OPPOSITION  
PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023 - CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1<sup>ÈRE</sup> OPPOSITION – PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC**  
**TABLE DES MATIÈRES**

#	Sujet de la question
66	Rencontres du bureau de la présidence
67	Effectifs par région
68	Rencontres avec la ministre de la Condition féminine.
69	Mandats confiés au CSF
70	Avis et mémoires produits ou publiés par le CSF
71	Comités sur lesquels siège le CSF
72	Ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF
73	Accès à l'information

Question **66**

Concernant le bureau de la présidence du CSF :

- a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions, et les frais afférents;
- b) liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre;
- c) frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; ventilés pour chacun des événements ou déplacements;
- d) liste des participations à des colloques ou à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site internet du ministère ou de l'organisme en vertu du règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, par. 20) à l'adresse : <https://csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Question **67**

Concernant le Conseil du statut de la femme, pour la dernière année financière :

- a) Liste des effectifs en poste, ventilés par région ;
- b) budget alloué, ventilé par grandes catégories ;
- c) liste des avis remis au gouvernement.

Réponse :

a) Liste des effectifs en poste, ventilés par région

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
Capitale-Nationale	3	15	6	1	25
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>15</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>25</b>

\* Excluant la présidente de l'organisme.

b) Budget alloué, ventilé par grandes catégories

Éducation

PROGRAMME 7  
Condition féminine

(en milliers de dollars)

Éléments	Budget de dépenses 2022-2023	Moins : Dépense ne nécessitant pas de crédit	Plus : Budget d'Investissements	Crédits 2022-2023	Crédits 2021-2022
1. Conseil du statut de la femme	3 524,6	15,0	25,3	3 534,9	3 510,5
2. Secrétariat à la condition féminine	18 964,9	5,0	10,0	18 969,9	18 099,5
	<b>22 489,5</b>	<b>20,0</b>	<b>35,3</b>	<b>22 504,8</b>	<b>21 610,0</b>
<b>Crédit à voter</b>				<b>22 504,8</b>	<b>21 610,0</b>

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination, en collaboration avec les ministères et les organismes concernés, des actions gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Ventilation par supercatégorie  
(en milliers de dollars)

Éléments	2022-2023		2021-2022	
	1	2	2022-2023	2021-2022
<b>Budget de dépenses</b>				
Rémunération	2 540,2	2 728,8	5 269,0	5 035,2
Fonctionnement	984,4	589,1	1 573,5	1 535,3
Transfert	-	15 647,0	15 647,0	15 018,5
	<b>3 524,6</b>	<b>18 964,9</b>	<b>22 489,5</b>	<b>21 589,0</b>
<b>Budget d'investissements</b>				
Immobilisations tangibles	5,0	3,0	8,0	8,0
Immobilisations en ressources informatiques	20,3	7,0	27,3	33,0
	<b>25,3</b>	<b>10,0</b>	<b>35,3</b>	<b>41,0</b>

Crédits et dépenses des portefeuilles

8-12

c) Liste des avis remis au gouvernement

Voir la réponse à la question 70 pour la liste des documents produits par le Conseil.

Question **68**

Nombre de rencontres entre la présidente du CSF et la ministre responsable de la Condition féminine en 2021-2022.

Réponse :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**Q**uestion **69**Liste de tous les mandats confiés au CSF depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021.

---

**R**éponse :

Aucun mandat n'a été confié au Conseil du statut de la femme au cours de cette période.

Question **70**

Fournir, pour 2021-2022, la liste des documents produits suivants :

- a) avis;
- b) mémoires;
- c) études;
- d) communications publiques;
- e) statistiques.

Réponse :

**b) Mémoires**

- Mémoire sur le projet de loi n° 2 *Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil*, 2021-11-30, PDF, Mémoire, 42 pages.
- Pour des services de garde qui tiennent compte des réalités de toutes les mères et de leurs familles - Mémoire sur le Projet de loi no 1 *Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin d'améliorer l'accessibilité au réseau des services de garde éducatifs à l'enfance et de compléter son développement*, 2021-11-26, PDF, Mémoire, 20 pages.
- Réflexions dans le cadre de la réforme du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance - Consultation du ministère de la Famille sur les services de garde éducatifs à l'enfance, 2021-06-22, PDF, Mémoire, 26 pages.

**c) Études**

- Étude – Faciliter l'accès aux produits menstruels : mesures possibles, 2021-10-26, PDF et imprimé, Étude, 130 pages.
- Portrait des Québécoises – Édition 2021 – Femmes et santé, 2022-02-07, PDF et imprimé, Portrait, 86 pages.

**d) Communications publiques**

- Éditions numériques
  - Le pouvoir économique et social des femmes – dossier spécial 8 mars 2022 Journée internationale des droits des femmes
  - Les violences faites aux femmes : le cœur à la vie – édition spéciale pour les Journées d'action contre les violences faites aux femmes, novembre 2021
  - Le grand dossier Les femmes et la pandémie – mises à jour en continu, selon actualité et disponibilités des données présentes – en 21-22 publications de huit nouvelles analyses.
- Balados
  - Série Les femmes et l'argent – janvier 2022 – 5 épisodes
  - Série Cousines – juin 2021 – 3 épisodes
- Stratégie numérique multiplateforme
  - Publications sur les comptes Instagram, Twitter, Facebook et LinkedIn en continu
- Magazine *Gazette des femmes* (GF)
  - 10 éditions thématiques du magazine publiées sur le Web, totalisant 65 articles, sept chroniques et dix éditoriaux pour l'année 2021-2022.

Question **71**

Liste de tous les comités auxquels siège le CSF en 2021-2022.

Réponse :

Le personnel du Conseil du statut de la femme a siégé aux comités suivants en 2021-2022:

- Comité interministériel en vue de la préparation d'une nouvelle Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes
- Comités et chantiers du Secrétariat à la condition féminine sur les violences conjugale et sexuelle
- Table des partenaires femmes et politique municipale, co-présidée par le Secrétariat à la condition féminine et le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
- Comité aviseur de l'Observatoire québécois des inégalités
- Comité de suivi de la recherche sur le travail invisible des agricultrices
- Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale dirigé par la coroner en chef du Québec
- Comité consultatif du Réseau femmes et politique municipale de la Capitale-Nationale
- Comité de sélection du prix égalité Thérèse Casgrain 2022

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2022-2023

Question **72**

Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la formation et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Réponse :

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	# PARTICIPANTES / PARTICIPANTS	LIEU	Coût TOTAL
Travailler véritablement ensemble	IAPQ	5	Virtuel	0
Office 365 - Retour sur l'utilisation de TEAMS	CSF	25	Virtuel	0
Le cyberharcèlement	AlphaNumérique	1	Virtuel	0
Programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR)	Centre de services scolaire de la Capitale	1	Virtuel	300
Comprendre la loi 56 en attendant la politique nationale et le plan d'action	Regroupement des aidants naturels du Québec	1	Virtuel	0
Formation / Membre comité de sélection	MEQ	1	Virtuel	0
Laboratoire numérique avec le projet Someone : lutte contre la cyberhaine	AlphaNumérique	1	Virtuel	0
Forum sur l'intégration	Université Concordia	1	Virtuel	0
88e Congrès ACFAS	ACFAS (88 <sup>e</sup> congrès)	5	Virtuel	250
Excel intermédiaire : Fonctions*	MEQ - AFI Expertise	1	Virtuel	0
Accessibilité Web	Université Laval - Académie de transformation numérique	1	Virtuel	450
Développer son influence et son réseau	IAPQ	3	Virtuel	0
L'ergonomie du télétravail	Association paritaire pour la santé et sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	1	Virtuel	0
La boîte à outils de la veille : voyage guidé (suite)	Fédération des milieux documentaires - Formateur.trice : Julien Chevrier et Mahée Lacourse, bibliothécaires à l'Institut national de santé publique du Québec	1	Virtuel	50

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2022-2023

Question **72**

Suite

Réponse :

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	# PARTICIPANTES / PARTICIPANTS	LIEU	COÛT TOTAL
La conciliation télétravail - vie personnelle	Association paritaire pour la santé et sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	1	Virtuel	0
Facebook et les conséquences juridiques de nos propos	Barreau du Québec	1	Virtuel	0
Partage des connaissances - Les enjeux éthiques de l'utilisation des médias sociaux par le personnel des organisations publiques	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	18	Virtuel	0
Transformation numérique gouvernementale : mythes et réalité	Secrétariat à la communication gouvernementale	1	Virtuel	0
Le stress en temps de pandémie	Association paritaire pour la santé et sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	1	Virtuel	0
Préserver son équilibre et son bien-être personnel et professionnel	MELS	1	Virtuel	0
Web à Québec	Web à Québec	4	Virtuel	495
Perfectionnement en français écrit	MEQ - Cégep Garneau	1	Virtuel	0
Panel de discussion sur la fin du télétravail obligatoire - Fin du télétravail obligatoire ! Êtes-vous prêts ?	Conseil du patronat du Québec	1	Virtuel	50
Analyse logique et raisonnement déductif - Habiletés relationnelles et qualité du service à la clientèle	L'Académie de Trans-Formation	1	Virtuel	1209
Formation pour la campagne Entraide (5)	Secrétariat Entraide	1	Virtuel	0
La profession à l'heure de la pandémie : Travailler et interagir à distance (pistes de solutions concrètes pour faire face à la situation actuelle au travail)	Barreau du Québec	1	Virtuel	0

Question **72**

Suite

Réponse :

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	# PARTICIPANTES / PARTICIPANTS	LIEU	COÛT TOTAL
Réforme du droit de la famille : Pour un droit adapté aux nouvelles réalités familiales et conjugales	Barreau du Québec	1	Virtuel	0
Le patrimoine familial : 25 ans plus tard, où en sommes-nous ?	Barreau du Québec	1	Virtuel	0
Le contrat de vie commune : ce document que personne ne veut signer	Barreau du Québec	1	Virtuel	0
Gestion avancée des documents avec Microsoft 365	Afi Expertise	4	Virtuel	6 400
Formation RI- Soutien à distance - Stephane Sonier	Conseil du statut de la femme	22	Virtuel	0
Colloque Cybersécurité et protection des données personnelles 2021	Le Point en santé	2	Virtuel	750
Accompagnement en gestion du changement – Retour graduel sur les lieux de travail	MEQ	1	Virtuel	0
Accompagnement en gestion du changement – Retour graduel sur les lieux de travail	MEQ	5	Virtuel	0
Colloque Parlementarisme féminin en France et au Québec : où en sommes-nous ? L'expérience française et regards croisés	Commission de la mémoire franco-québécoise (CMFQ)	2	Virtuel	0
Les pratiques gagnantes de civilité au travail	Association paritaire pour la santé et sécurité du travail, secteur Administration provinciale - APSSAP	1	Virtuel	0
Le stress au travail - À chacun son cinéma	Association paritaire pour la santé et sécurité du travail, secteur Administration provinciale - APSSAP	1	Virtuel	0
Rédaction épïcène	OQLF	9	Virtuel	0
Événement public numériQc (EPN) 2021	Centre québécois d'excellence numérique du Secrétariat du Conseil du trésor	2	Virtuel	195

Question **72**

Suite

Réponse :

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	# PARTICIPANTES / PARTICIPANTS	LIEU	Coût TOTAL
Ms-Word 2013/2016 - Intermédiaire	Versalys	1	Virtuel	270
Leur enfant, sa grossesse : enjeux de la gestation pour autrui (GPA)	Faculté des sciences sociales, Université Laval	2	Virtuel	0
Réforme du droit de la famille: le conjoint de fait devrait-il être un héritier légal?	Fondation du Barreau	1	Virtuel	25
Webinaire : Activité de discussion sur l'avis du Conseil portant sur les familles immigrantes et l'éducation des adultes	Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA)	1	Virtuel	0
Journée de réflexions sur la valorisation des métiers majoritairement féminins	Comité consultatif Femmes en développement de la main-d'œuvre (de la Commission des partenaires du marché du travail)	3	Virtuel	0
Groupe de travail sur la Loi MESS-CPMT: Séance spéciale sur l'immigration et le marché du travail	CSE-CMPT	1	Virtuel	0
Penser autrement: développer sa posture créative	FACTRY École des sciences de la créativité	1	Virtuel	550
Une profession en mutation - Attachez vos ceintures	Formation Barreau	1	Virtuel	42
La profession à l'heure de la pandémie: Aspects légaux et obligations de l'employeur	Formation Barreau	1	Virtuel	55
Regard changeant : Le juridique à l'ère de l'univers numérique et des médias sociaux	Formation Barreau	1	Virtuel	55
Le nouveau Code de procédure civile : Droit des personnes et de la famille	Formation Barreau	1	Virtuel	42
La santé mentale au travail, c'est l'affaire de tous	Formation Barreau	1	Virtuel	21
Formation MEES - Conformité des contrats	Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur (MEES)	1	Virtuel	0
Formation MEES - Entrées au SEAO	Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur (MEES)	1	Virtuel	0

Question **72**

Suite

Réponse :

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	# PARTICIPANTES / PARTICIPANTS	LIEU	COÛT TOTAL
Partage des connaissances - Parcours de Marie-Claire Kirkland-Casgrain	M <sup>me</sup> Marie Lavigne	22	Virtuel	0
Formation sur la cyberdéfense	MEQ - Brio	2	Virtuel	0
Présentation de la nouvelle marque employeur du gouvernement du Québec	MCE - SCT	1	Virtuel	0
Journée d'accueil pour les nouveaux gestionnaires de la fonction publique québécoise	SCT	1	Virtuel	0
Réflexions sur le projet de loi 2 : Conséquences pour la gestation pour autrui et le don de gamètes	Centre de recherche en éthique	1	Virtuel	0

Question **73**

Concernant l'accès à l'information:

- a) Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2021-2022.
- b) Nombre de demandes d'accès à l'information reçues en 2021-2022
- c) Nombre de demandes d'accès répondues dans le délai prescrit par la Loi en 2021-2022.

Réponse :

- A) Aucun effectif supplémentaire
- B) 3 demandes reçues
- C) 3 demandes répondues dans le délai prescrit

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023  
CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS\*  
2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION  
QUÉBEC SOLIDAIRE

\*Aucune question adressée au Conseil du statut de la femme par le 2<sup>e</sup> groupe d'opposition

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023  
CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
3<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION  
PARTI QUÉBÉCOIS

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023 - CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3<sup>E</sup> OPPOSITION – PARTI QUÉBÉCOIS**  
**TABLE DES MATIÈRES**

#	Sujet de la question
75	Rencontres du bureau de la présidence
76	Rencontres avec la ministre de la Condition féminine.
77	Différence entre les dépenses prévues et réelles
78	Effectifs par région
79	Organigramme
80	Mandats confiés au CSF
81	Avis et mémoires produits ou publiés par le CSF
82	Comités sur lesquels siège le CSF
83	Comités sur lesquels ne siège plus le CSF depuis la fermeture des bureaux régionaux
84	Ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF

Question **75**

Concernant le bureau de la présidence du CSF :

- a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions, et les frais afférents;
- b) liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre;
- c) frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; ventilés pour chacun des événements ou déplacements;
- d) liste des participations à des colloques ou à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site internet du ministère ou de l'organisme en vertu du règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, par. 20) à l'adresse : <https://csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Question **76**

Nombre de rencontres entre la présidente du CSF et la ministre responsable de la Condition féminine en 2021-2022.

Réponse :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **77**

Détailler la différence entre les dépenses prévues et les dépenses réelles du budget du Conseil du statut de la femme prévu pour l'année 2021-2022.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **78**

Liste de l'effectif du CSF, ventilé par région, pour les trois dernières années.  
Fournir les prévisions pour 2022-2023.

Réponse :

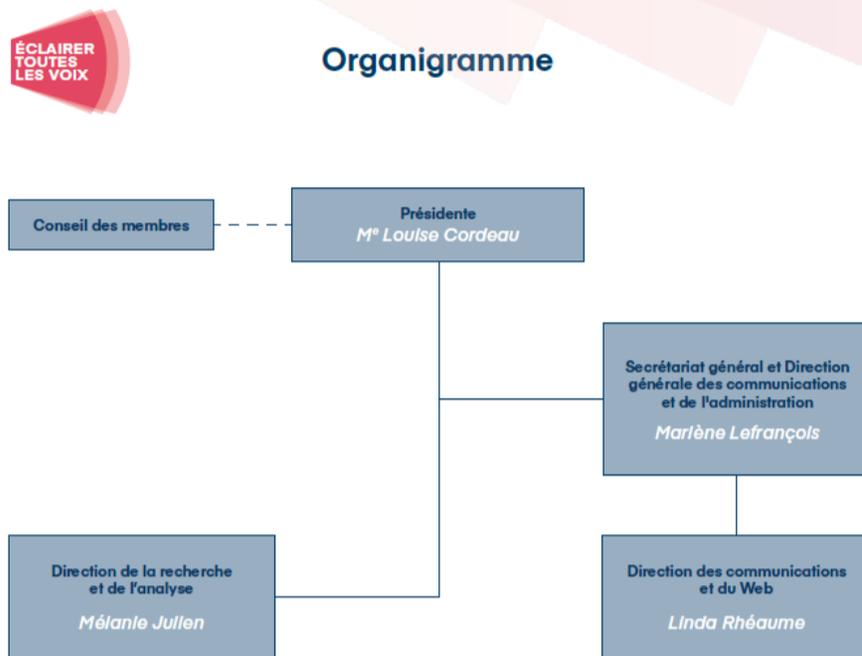
Liste des effectifs en poste, ventilés par région 2021-2022

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
Capitale-Nationale	3	15	6	1	25
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>15</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>25</b>

Question **79**

Organigramme du CSF en date du 31 mars 2022.

Réponse :



Question **80**

Liste de tous les mandats confiés au CSF pour 2021-2022.

Réponse :

Aucun mandat n'a été confié au Conseil du statut de la femme au cours de cette période.

Question **81**

Fournir, pour 2021-2022, la liste des documents produits suivants :

- a) avis;
- b) mémoires;
- c) études;
- d) communications publiques;
- e) statistiques.

Réponse :

**b) Mémoires**

- Mémoire sur le projet de loi n° 2 *Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil*, 2021-11-30, PDF, Mémoire, 42 pages.
- Pour des services de garde qui tiennent compte des réalités de toutes les mères et de leurs familles - Mémoire sur le Projet de loi no 1 *Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin d'améliorer l'accessibilité au réseau des services de garde éducatifs à l'enfance et de compléter son développement*, 2021-11-26, PDF, Mémoire, 20 pages.
- Réflexions dans le cadre de la réforme du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance - Consultation du ministère de la Famille sur les services de garde éducatifs à l'enfance, 2021-06-22, PDF, Mémoire, 26 pages.

**c) Études**

- Étude – Faciliter l'accès aux produits menstruels : mesures possibles, 2021-10-26, PDF et imprimé, Étude, 130 pages.
- Portrait des Québécoises – Édition 2021 – Femmes et santé, 2022-02-07, PDF et imprimé, Portrait, 86 pages.

**d) Communications publiques**

- Éditions numériques
  - Le pouvoir économique et social des femmes – dossier spécial 8 mars 2022 Journée internationale des droits des femmes
  - Les violences faites aux femmes : le cœur à la vie – édition spéciale pour les Journées d'action contre les violences faites aux femmes, novembre 2021
  - Le grand dossier Les femmes et la pandémie – mises à jour en continu, selon actualité et disponibilités des données présentes – en 21-22 publications de huit nouvelles analyses.
- Balados
  - Série Les femmes et l'argent – janvier 2022 – 5 épisodes
  - Série Cousines – juin 2021 – 3 épisodes
- Stratégie numérique multiplateforme
  - Publications sur les comptes Instagram, Twitter, Facebook et LinkedIn en continu
- Magazine *Gazette des femmes* (GF)
  - 10 éditions thématiques du magazine publiées sur le Web, totalisant 65 articles, sept chroniques et dix éditoriaux pour l'année 2021-2022.

Question **82**

Liste de tous les comités auxquels siège le CSF en 2021-2022.

Réponse :

Le personnel du Conseil du statut de la femme a siégé aux comités suivants en 2021-2022:

- Comité interministériel en vue de la préparation d'une nouvelle Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes
- Comités et chantiers du Secrétariat à la condition féminine sur les violences conjugale et sexuelle
- Table des partenaires femmes et politique municipale, co-présidée par le Secrétariat à la condition féminine et le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
- Comité aviseur de l'Observatoire québécois des inégalités
- Comité de suivi de la recherche sur le travail invisible des agricultrices
- Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale dirigé par la coroner en chef du Québec
- Comité consultatif du Réseau femmes et politique municipale de la Capitale-Nationale
- Comité de sélection du prix égalité Thérèse Casgrain

Question **83**

Liste de tous les comités auxquels ne siège plus le CSF en raison de la fermeture des bureaux régionaux.

Réponse :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2022-2023

Question **84**

Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la formation et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Réponse :

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	# PARTICIPANTES / PARTICIPANTS	LIEU	Coût TOTAL
Travailler véritablement ensemble	IAPQ	5	Virtuel	0
Office 365 - Retour sur l'utilisation de TEAMS	CSF	25	Virtuel	0
Le cyberharcèlement	AlphaNumérique	1	Virtuel	0
Programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR)	Centre de services scolaire de la Capitale	1	Virtuel	300
Comprendre la loi 56 en attendant la politique nationale et le plan d'action	Regroupement des aidants naturels du Québec	1	Virtuel	0
Formation / Membre comité de sélection	MEQ	1	Virtuel	0
Laboratoire numérique avec le projet Someone : lutte contre la cyberhaine	AlphaNumérique	1	Virtuel	0
Forum sur l'intégration	Université Concordia	1	Virtuel	0
88e Congrès ACFAS	ACFAS (88 <sup>e</sup> congrès)	5	Virtuel	250
Excel intermédiaire : Fonctions*	MEQ - AFI Expertise	1	Virtuel	0
Accessibilité Web	Université Laval - Académie de transformation numérique	1	Virtuel	450
Développer son influence et son réseau	IAPQ	3	Virtuel	0
L'ergonomie du télétravail	Association paritaire pour la santé et sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	1	Virtuel	0
La boîte à outils de la veille : voyage guidé (suite)	Fédération des milieux documentaires - Formateur.trice : Julien Chevrier et Mahée Lacourse, bibliothécaires à l'Institut national de santé publique du Québec	1	Virtuel	50

Question **84**

Suite

Réponse :

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	# PARTICIPANTES / PARTICIPANTS	LIEU	COÛT TOTAL
La conciliation télétravail - vie personnelle	Association paritaire pour la santé et sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	1	Virtuel	0
Facebook et les conséquences juridiques de nos propos	Barreau du Québec	1	Virtuel	0
Partage des connaissances - Les enjeux éthiques de l'utilisation des médias sociaux par le personnel des organisations publiques	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	18	Virtuel	0
Transformation numérique gouvernementale : mythes et réalité	Secrétariat à la communication gouvernementale	1	Virtuel	0
Le stress en temps de pandémie	Association paritaire pour la santé et sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	1	Virtuel	0
Préserver son équilibre et son bien-être personnel et professionnel	MELS	1	Virtuel	0
Web à Québec	Web à Québec	4	Virtuel	495
Perfectionnement en français écrit	MEQ - Cégep Garneau	1	Virtuel	0
Panel de discussion sur la fin du télétravail obligatoire - Fin du télétravail obligatoire ! Êtes-vous prêts ?	Conseil du patronat du Québec	1	Virtuel	50
Analyse logique et raisonnement déductif - Habiletés relationnelles et qualité du service à la clientèle	L'Académie de Trans-Formation	1	Virtuel	1209
Formation pour la campagne Entraide (5)	Secrétariat Entraide	1	Virtuel	0
La profession à l'heure de la pandémie : Travailler et interagir à distance (pistes de solutions concrètes pour faire face à la situation actuelle au travail)	Barreau du Québec	1	Virtuel	0

Question **84**

Suite

Réponse :

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	# PARTICIPANTES / PARTICIPANTS	LIEU	COÛT TOTAL
Réforme du droit de la famille : Pour un droit adapté aux nouvelles réalités familiales et conjugales	Barreau du Québec	1	Virtuel	0
Le patrimoine familial : 25 ans plus tard, où en sommes-nous ?	Barreau du Québec	1	Virtuel	0
Le contrat de vie commune : ce document que personne ne veut signer	Barreau du Québec	1	Virtuel	0
Gestion avancée des documents avec Microsoft 365	Afi Expertise	4	Virtuel	6 400
Formation RI- Soutien à distance - Stephane Sonier	Conseil du statut de la femme	22	Virtuel	0
Colloque Cybersécurité et protection des données personnelles 2021	Le Point en santé	2	Virtuel	750
Accompagnement en gestion du changement – Retour graduel sur les lieux de travail	MEQ	1	Virtuel	0
Accompagnement en gestion du changement – Retour graduel sur les lieux de travail	MEQ	5	Virtuel	0
Colloque Parlementarisme féminin en France et au Québec : où en sommes-nous ? L'expérience française et regards croisés	Commission de la mémoire franco-québécoise (CMFQ)	2	Virtuel	0
Les pratiques gagnantes de civilité au travail	Association paritaire pour la santé et sécurité du travail, secteur Administration provinciale - APSSAP	1	Virtuel	0
Le stress au travail - À chacun son cinéma	Association paritaire pour la santé et sécurité du travail, secteur Administration provinciale - APSSAP	1	Virtuel	0
Rédaction épïcène	OQLF	9	Virtuel	0
Événement public numériQc (EPN) 2021	Centre québécois d'excellence numérique du Secrétariat du Conseil du trésor	2	Virtuel	195

Question **84**

Suite

Réponse :

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	# PARTICIPANTES / PARTICIPANTS	LIEU	Coût TOTAL
Ms-Word 2013/2016 - Intermédiaire	Versalys	1	Virtuel	270
Leur enfant, sa grossesse : enjeux de la gestation pour autrui (GPA)	Faculté des sciences sociales, Université Laval	2	Virtuel	0
Réforme du droit de la famille: le conjoint de fait devrait-il être un héritier légal?	Fondation du Barreau	1	Virtuel	25
Webinaire : Activité de discussion sur l'avis du Conseil portant sur les familles immigrantes et l'éducation des adultes	Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA)	1	Virtuel	0
Journée de réflexions sur la valorisation des métiers majoritairement féminins	Comité consultatif Femmes en développement de la main-d'œuvre (de la Commission des partenaires du marché du travail)	3	Virtuel	0
Groupe de travail sur la Loi MESS-CPMT: Séance spéciale sur l'immigration et le marché du travail	CSE-CMPT	1	Virtuel	0
Penser autrement: développer sa posture créative	FACTRY École des sciences de la créativité	1	Virtuel	550
Une profession en mutation - Attachez vos ceintures	Formation Barreau	1	Virtuel	42
La profession à l'heure de la pandémie: Aspects légaux et obligations de l'employeur	Formation Barreau	1	Virtuel	55
Regard changeant : Le juridique à l'ère de l'univers numérique et des médias sociaux	Formation Barreau	1	Virtuel	55
Le nouveau Code de procédure civile : Droit des personnes et de la famille	Formation Barreau	1	Virtuel	42
La santé mentale au travail, c'est l'affaire de tous	Formation Barreau	1	Virtuel	21
Formation MEES - Conformité des contrats	Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur (MEES)	1	Virtuel	0
Formation MEES - Entrées au SEAO	Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur (MEES)	1	Virtuel	0

Question **84**

Suite

Réponse :

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	# PARTICIPANTES / PARTICIPANTS	LIEU	COÛT TOTAL
Partage des connaissances - Parcours de Marie-Claire Kirkland-Casgrain	M <sup>me</sup> Marie Lavigne	22	Virtuel	0
Formation sur la cyberdéfense	MEQ - Brio	2	Virtuel	0
Présentation de la nouvelle marque employeur du gouvernement du Québec	MCE - SCT	1	Virtuel	0
Journée d'accueil pour les nouveaux gestionnaires de la fonction publique québécoise	SCT	1	Virtuel	0
Réflexions sur le projet de loi 2 : Conséquences pour la gestation pour autrui et le don de gamètes	Centre de recherche en éthique	1	Virtuel	0

[csf.gouv.qc.ca](http://csf.gouv.qc.ca)

*Conseil du statut  
de la femme*

Québec 